

Les grands oubliés de la refondation : la jeunesse et la diaspora



La refondation promet de rebâtir le pays. Elle parle de rupture, de dignité retrouvée, de remise en ordre. Mais plus le discours s'installe, plus une question se précise : qui participe réellement à la définition du Madagascar en reconstruction ?

Deux forces ont pesé dans l'ouverture de la séquence actuelle sans encore peser à proportion dans son architecture. La première est intérieure : la jeunesse. La seconde est extérieure : la diaspora. L'une a porté la colère, l'énergie, le coût social de la mobilisation. L'autre concentre des compétences, des réseaux, des ressources et une liberté de parole que le contexte intérieur limite souvent. Toutes deux sont invoquées. Aucune n'est encore pleinement intégrée.

C'est là que se situe le point de bascule. Une refondation peut soit élargir le cercle de ceux qui décident, soit simplement moderniser le langage de la confiscation. À ce stade, le risque n'est plus théorique. Si la jeunesse et la diaspora restent consultées mais non branchées sur la décision, la refondation pourrait glisser d'une promesse d'ouverture vers une normalisation plus polie, mais pas plus inclusive.

Une majorité du pays tenue à la porte

À Madagascar, la jeunesse n'est pas un sujet parmi d'autres. Elle est le pays en format brut. La population a une structure extrêmement jeune, au point qu'évoquer sa jeunesse revient presque à parler de la majorité sociologique du pays. Cela devrait imposer une évidence simple : quand un pays est jeune à ce point, la question de la jeunesse n'est pas sectorielle. Elle est centrale.

Or, cette centralité démographique ne s'est pas traduite en centralité politique. La jeunesse a été visible dans les rues, dans les réseaux, dans les revendications sur l'eau, l'électricité, la corruption, la vie chère, l'emploi, la dignité. Elle a servi d'alerte, de révélateur, de moteur. Mais elle reste très faiblement présente dans les lieux où se hiérarchisent les priorités, se distribuent les responsabilités et se négocient les arbitrages.

Autrement dit, la jeunesse a été assez utile pour ouvrir la brèche, mais elle n'est pas encore assez reconnue pour participer à la reconstruction du cadre.

Le vrai scandale n'est pas l'inaction, mais l'informalisation

Le diagnostic le plus commode sur la jeunesse malgache consiste à la considérer comme une population en attente. Les données racontent autre chose. Elle travaille déjà. Elle travaille tôt. Elle travaille beaucoup. Mais elle travaille dans un environnement qui absorbe l'effort sans transformer cette énergie en force collective.

C'est le cœur du problème. Une grande partie de la jeunesse active se trouve dans l'agriculture de faible productivité, le petit commerce, les activités de survie, les services précaires, les micro-activités urbaines. Ce n'est pas une jeunesse oisive. C'est une jeunesse surexploitée dans des circuits trop faibles pour produire de la mobilité sociale à grande échelle.

Le vrai scandale n'est donc pas l'inaction mais l'informalisation de masse. Quand un pays laisse sa jeunesse apprendre la débrouille plutôt que l'accumulation de compétences, il ne gère pas une transition sociale. Il organise une perte de capacité nationale.

La Gen Z n'a pas seulement protesté, elle a nommé le problème

La Gen Z a compté parce qu'elle a relié les défaillances du quotidien aux impasses du système. Les coupures d'eau et d'électricité n'étaient pas des incidents techniques. Elles étaient devenues la preuve concrète d'un mode de gouvernement incapable d'assurer le minimum tout en continuant à réclamer la confiance.

C'est pour cela que la séquence Gen Z ne peut pas être réduite à une poussée émotionnelle. Elle a exprimé une politisation nouvelle, moins partisane, plus horizontale, plus méfiante à l'égard des appareils, mais beaucoup plus nette sur les questions de justice, de corruption, de dignité et de blocage structurel.

Le problème, aujourd'hui, n'est pas de savoir si la Gen Z a existé mais de savoir ce qu'on en fait. Si elle reste un symbole commode dans les discours et un acteur marginal dans les décisions, le système aura absorbé le choc sans se transformer lui-même. Le passage serait alors clair : de la contestation tolérée à l'intégration décorative.

À Madagascar, la jeunesse n'a pas été spectatrice de la rupture. Elle en a été l'étincelle, le visage et parfois le prix. Mais au moment où la refondation prétend redessiner le pays, ceux qui ont ouvert la brèche découvrent qu'ils ne tiennent toujours pas la porte.

L'autre force tenue à distance

La diaspora malgache occupe elle aussi une place comparable, mais depuis l'extérieur. Elle n'est pas immense par le nombre. Elle ne ressemble pas aux grands ensembles diasporiques des puissances continentales. Mais elle est suffisamment dense, particulièrement en France, pour constituer un levier réel. Surtout, elle est fortement qualifiée.

Les documents complémentaires mobilisés pour l'article convergent sur ce point. La diaspora étudiée dans les enquêtes récentes est largement diplômée, insérée dans les secteurs de la santé, de l'enseignement, de la recherche, de l'ingénierie et des services intellectuels. Elle est employable, mobile, souvent stabilisée dans les pays d'accueil. Elle représente donc un capital humain stratégique que Madagascar ne peut plus se permettre de regarder comme une simple périphérie affective.

Le malentendu est ancien. Le débat public réduit encore souvent la diaspora à l'argent qu'elle envoie, à la nostalgie qu'elle entretient ou aux leçons qu'on lui reproche de donner à distance. En réalité, le sujet principal est ailleurs. Ce qui manque à Madagascar, ce n'est pas seulement le financement. C'est la capacité à raccorder des compétences extérieures à des besoins intérieurs de façon fiable, lisible et durable.

Une diaspora présente, mais surtout par le bas

Là encore, la réalité est moins flatteuse pour les institutions que pour la société. La diaspora agit déjà. Elle soutient des proches, des associations, des projets. Elle forme, donne, aide, s'informe, voyage, relaie. Mais son action reste principalement informelle, familiale, communautaire ou associative. Les contributions les plus structurées restent minoritaires, non parce que la volonté manque, mais parce que la confiance fait défaut.

Les enquêtes citées dans les documents Diapason sont très claires. Une majorité souhaite faire davantage dans les années à venir. Plus de 70% des répondants se disent intéressés par une implication accrue. Plus de 80% se disent prêts à partager leurs compétences et leurs expériences. Mais la défiance envers les institutions malgaches demeure massive, nourrie par la corruption, la politisation, l'inefficacité et le sentiment de ne pas être considérés sérieusement.

Cette défiance change la nature même de l'engagement. Elle pousse vers des actions réversibles, traçables, limitées dans le risque personnel. Elle décourage les formes plus profondes d'arrimage. Elle explique aussi pourquoi tant d'initiatives collectives restent fragiles, dépendantes de quelques personnes et soumises à un fort turnover.

Les Assises de la Diaspora, ou le passage du symbole à la méthode

C'est ici qu'intervient un point décisif pour cette refondation : la nécessité d'outils crédibles. Et c'est aussi ici que le projet des Assises de la Diaspora prend une importance particulière.

Ce projet, actuellement développé sous forme de plateforme participative, a un mérite rare dans le paysage malgache actuel. Il ne part pas d'un énoncé. Il part d'un problème d'architecture. Comment recueillir des doléances dispersées, les classer, les synthétiser, faire remonter les priorités, mesurer les convergences, ouvrir un espace de vote, produire des indicateurs, et transformer, enfin, les idées fortes en dossiers ?

Dit autrement, comment faire passer la diaspora du registre affectif au registre opératoire ?

Si les Assises réussissent, même partiellement, elles peuvent constituer un premier étage de structuration. Pas encore une grande politique diasporique. Pas encore un statut complet. Pas

encore une institution lourde. Mais déjà une infrastructure civique légère, capable de convertir l'attachement en données, les frustrations en propositions, les propositions en priorités et les priorités en matière politique exploitable.

Dans un contexte où la défiance domine, cela peut compter davantage qu'une promesse spectaculaire. Car la question n'est plus de savoir si la diaspora aime Madagascar mais plutôt de se demander s'il est en mesure de mettre en musique la capacité d'agir de sa diaspora.

L'Inde comme miroir, pas comme fantasme

La comparaison avec l'Inde est utile justement parce qu'elle oblige à sortir des slogans. L'Inde n'a pas seulement une grande diaspora. Elle a construit une politique de diaspora, avec des statuts, des forums, des relais, des instruments de reconnaissance et de projection dans le temps long. Sa diaspora n'est pas pensée comme un dehors regrettable, mais comme une extension de la nation.

Madagascar n'a ni la taille ni les moyens de l'Inde. Mais la leçon n'est pas quantitative. Elle est institutionnelle. Une diaspora devient un levier quand on cesse de lui demander d'aimer le pays pour commencer à lui proposer des mécanismes crédibles d'utilité, de participation et de continuité.

Sous cet angle, les Assises de la Diaspora valent déjà plus qu'un colloque de plus. Elles posent une question que le système préfère souvent contourner : qui organise concrètement la contribution de ceux qui sont hors du territoire mais encore dans le destin national ?

Le risque de la séquence actuelle

Le point de bascule est donc double. Si la jeunesse reste une force d'alerte sans débouché institutionnel, la refondation glissera vers une gestion de la contestation plus que vers une redistribution du pouvoir d'agir. Si la diaspora reste une ressource admirée de loin mais non branchée sur des dispositifs fiables, la refondation glissera vers une célébration symbolique des compétences sans véritable stratégie nationale de mobilisation.

Dans les deux cas, le pays perdra plus que du temps. Il perdra la possibilité de transformer ses forces vives en forces instituanes.

Voilà le cœur de l'enjeu. Les oubliés de cette refondation ne sont pas seulement ceux qu'on entend trop peu. Ce sont ceux dont on n'organise jamais sérieusement la capacité d'intervention. La jeunesse intérieure en fait partie. La diaspora extérieure aussi.

Une refondation qui ne leur réserve pas une place réelle peut encore produire des communiqués, des consultations et des cérémonies. Elle aura plus de vocabulaire que de transfert. Plus de récit que de bascule. Et peut-être, au bout du compte, plus de continuité qu'elle ne l'admet elle-même.



Encadré | Sources et traçabilité

Diaspora malgache | Compétences, volatilité et leviers d'action pour une stratégie utile, Diapason, février 2026. Synthèse sur la qualification, la défiance institutionnelle, la volatilité associative et les leviers d'action pragmatiques.

La diaspora malagasy | Portrait, compétences, engagement, IRD-DIAL, Anjara Research & Consulting, Université de Lille, présentation Diapason Paris, 29 juin 2023. Données sur le niveau d'études, les secteurs d'activité, l'attachement au pays, la participation associative et les profils de mobilisation.

AINGA & AKO | Dispositif d'enquêtes auprès de la diaspora malgache, premiers résultats provisoires, webinar du 30 mai 2025. Données sur l'attachement à Madagascar, les formes de contribution, la défiance envers les autorités et le potentiel d'engagement.

Décryptage de la stratégie indienne | Miroir du potentiel malgache, Diapason, septembre 2025. Référence comparative sur la structuration de la diaspora et la logique de long terme.

Rédaction - Diapason

